

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plérin, le 24/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### IEL Exploitation 1 - Parc Eolien Lamballe 1

41 Ter Boulevard Carnot  
22000 Saint-Brieuc

Références : 2025.237  
Code AIOT : 0005517595

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement IEL Exploitation 1 - Parc Eolien Lamballe 1 implanté Les Noës 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel du service de l'inspection des installations classées.

Elle a porté sur les thèmes suivants :

- Suivis environnementaux
- Sécurité et gestion des risques

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IEL Exploitation 1 - Parc Eolien Lamballe 1
- Les Noës 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005517595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IEL Exploitation 1 est un parc éolien, dénommé "Lamballe 1", composé d'une éolienne de type E82 de 119 mètres de hauteur en bout de pale et d'un poste de livraison, exploité sur la commune de Lamballe.

Ce parc, bénéficiant d'une antériorité ICPE, a été autorisé par permis de construction le 26/10/2010 et a été mis en service le 24/11/2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Registre de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	Voie d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
7	Identification et signalisation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc de "Lamballe 1" est correctement exploité et a fait l'objet de la mise en place d'un bridage par l'exploitant qui a su tenir compte des enjeux environnementaux et des dispositions appliquées sur son parc voisin "Lamballe 2".

Concernant la gestion des risques, l'exploitant a une très bonne connaissance des procédures d'urgence. Il est maintenant attendu la mise en place d'un registre de sécurité pour tracer la réalisation des exercices d'entraînement des procédures d'urgence, les incidents/accident et l'analyse des retours d'expérience.

Enfin, il a été rappelé la nécessité de bien suivre les anomalies relevées lors des maintenances et de s'assurer de leur levée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.</p> <p>A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.</p>

Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

### Constats :

Le parc IEL Exploitation 1 - Lamballe 1 a été mis en service le 24/11/2011.

Un premier suivi a été réalisé en 2016-2017 par le bureau d'études ATLAM.

Le deuxième suivi à N+10 était attendu en 2021. Cependant, il n'a pas été réalisé car l'exploitant pensait que les 10 ans étaient comptés à partir de la date du dernier suivi.

Suite à la sollicitation de l'inspection fin 2024, l'exploitant s'est engagé par courriel du 28/11/2024 à réaliser un suivi sur l'année 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé la réalisation en cours de son deuxième suivi environnemental.

Le bureau d'études ATLAM a pausé l'enregistreur au 1<sup>er</sup> avril en nacelle.

Le calendrier prévisionnel est de mi-mai à mi-octobre avec 24 passages (semaine 20 à 43).

L'exploitant a indiqué qu'aucune mortalité n'a été constatée depuis le début de ce suivi.

Au vu des distances vis-à-vis des autres éoliennes des parcs voisins (moins de 15 fois le diamètre du rotor), l'inspection a rappelé qu'il est important de raisonner comme un seul parc (parcs d'Innovent et d'IEL Exploitation 40). Ces 2 autres parcs sont actuellement bridés car ils ont des impacts sur l'avifaune, notamment celui d'Innovent sur les oiseaux. De plus, lors du premier suivi, le raisonnement d'un seul parc avait bien été noté par le bureau d'études.

L'exploitant a informé l'inspection qu'un bridage sur l'éolienne du parc avait été mis en place à l'instar du bridage appliqué sur son parc voisin, Lamballe 2 (IEL Exploitation 40), à savoir :

- du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet :

- 30 min avant le coucher du soleil et jusqu'au levé du soleil
- vent < 6 m/s
- T° ≥ 11°C

- du 1<sup>er</sup> août au 30 octobre :

- 30 min avant le coucher du soleil et jusqu'au levé du soleil
- vent < 6 m/s
- T° ≥ 8°C

L'inspection a noté cette bonne initiative. En effet, il a été rappelé que l'environnement (suivis des parcs voisins) et la qualité du suivi (taux de prédation, fréquence de passage, surface prospectée) doivent être pris en compte dans la détermination des enjeux et des impacts et donc la nécessité d'application de mesures correctives. L'exploitant a bien pris en compte l'environnement, les

enjeux et impacts constatés pour son parc et des parcs voisins.

**Un suivi étant actuellement en cours, l'inspection a proposé à l'exploitant d'attendre les résultats du suivi 2025 pour fixer les modalités de ce bridage dans un arrêté préfectoral complémentaire.**

Le rapport de suivi sera normalement transmis à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

Lors de la visite, l'exploitant a transmis un extrait du SCADA montrant le paramétrage du bridage et son bon fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Registre maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

### **Prescription contrôlée :**

/.../ L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a remis un extrait de son registre de maintenance interne concernant les maintenances principale et graissage.

Concernant la réalisation des contrôles suivants :

- Contrôle des équipements d'arrêt et d'arrêt d'urgence (maintenance Principale) :

Dernier contrôle : 20/03/2025 (maintenance principale)

Contrôle N-1 : 24/08/2024 (maintenance 4 ans)

Le délai d'un an est bien respecté.

Un retard de fréquence a été constaté entre 2023 et 2024. L'exploitant a expliqué qu'à cause de la Tempête Ciaran, le maintenancier a pris beaucoup de retard dans son planning du fait de nombreuses interventions non programmées. Le rythme des maintenances est revenu à la normale depuis fin 2024.

Les rapports de ces maintenances ont été remis lors de la visite.

Deux anomalies de batteries défectueuses en pied de mât ont été constatées en 2024 et 2025. Ces anomalies ont également été relevées lors du contrôle électrique par l'organisme Dekra.

Une troisième anomalie concernant l'éclairage extérieur défectueux n'a également pas été levée lors du dernier contrôle. L'exploitant a indiqué qu'il souhaite retirer cet éclairage afin d'être plus favorable pour les chiroptères, sachant qu'il n'y a pas de maintenance la nuit.

- Contrôle de l'arrêt en régime de survitesse (maintenance Wind) :

Dernier contrôle : 09/12/2024

Contrôle N-1 : 15/04/2024

Le délai d'un an est respecté.

les rapports ont été fournis lors de la visite.

- Contrôle électrique : ce contrôle est réalisé par l'organisme Dekra en dehors des maintenances du turbinier.

Dernier contrôle : 20/06/2024

Contrôle N-1 : 12/10/2023

Le prochain contrôle électrique est prévue le 30/06/2025.

Le délai d'un an est respecté.

Deux observations relevées en 2023 ont été constatées à nouveau en 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Sous un délai d'un mois**, l'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives afin de lever les anomalies relevées lors de la dernière maintenance principale et électrique, concernant les batteries d'éclairage de secours de l'éolienne, l'absence d'affiche "Soins aux électrisés" au niveau du poste HT de l'éolienne ainsi que l'éclairage extérieur.

Ces actions devront être menées avant le prochain contrôle électrique par l'organisme habilité. L'exploitant transmettra à l'inspection une copie du rapport de contrôle après réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Détection de glace**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque

#### **Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace.

Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.

Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que l'éolienne est équipée d'un système de détection de glace avec arrêt automatique. Lors d'un arrêt, l'éolienne redémarre et si elle est de nouveau arrêtée suite à cette détection, un décompte en fonction de la température mesurée se déclenche. L'éolienne va attendre les meilleures conditions de température pour redémarrer.</p> <p>Si l'éolienne ne redémarre pas malgré un retour à des températures favorables, un redémarrage manuel pourra être réalisé.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pu montrer l'historique du SCADA avant le 24/01/2025.</p> <p>Du 12 au 15 janvier, la station météo de Lamballe a relevé plusieurs jours consécutifs de gelée. L'inspection a donc demandé à l'exploitant de se rapprocher d'Enercon afin de pouvoir consulter cette période du SCADA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai d'un mois</b>, l'exploitant transmettra à l'inspection un extrait du SCADA correspondant à des arrêts de l'éolienne pour cause de détection de glace.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Registre de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>/.../ La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas de registre de sécurité listant la réalisation des exercices d'entraînement aux procédures d'urgence, les accidents/incidents ainsi que les retours d'expérience.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un exercice d'évacuation en hauteur en situation réelle (malaise lors de la montée à l'échelle) a été réalisé lors de la formation "Travail en hauteur" réalisée le 29/04/2025.</p> <p>L'inspection a rappelé que ce registre doit détailler :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les exercices d'entrainement et leurs conditions de réalisation,</li> <li>• les accidents/incidents survenus,</li> <li>• l'analyse de retour d'expérience,</li> <li>• les mesures correctives mises en place.</li> </ul>



L'inspection a également rappelé que l'exploitant doit organiser régulièrement des exercices d'entrainement. Ces exercices portent sur la mise en œuvre des procédures à suivre en cas d'urgence en situation de risques accidentels. Ces risques sont visés à la section 5 de l'arrêté ministériel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans un délai d'un mois,</b> l'exploitant devra mettre en place un registre de sécurité comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les exercices d'entrainement et leurs conditions de réalisation,</li> <li>• les accidents/incidents survenus,</li> <li>• l'analyse de retour d'expérience,</li> <li>• les mesures correctives mises en place.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du Code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du Code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un balisage fonctionnel. La visite sur site a eu lieu en fin de matinée. Le flash constaté était de couleur blanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Voie d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>

<p>Il a été constaté la présence de voies d'accès carrossables et entretenues, disponibles en permanence, pour accéder à l'éolienne et au poste de livraison. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de chemins communaux régulièrement entretenus par la commune.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté un bon état de propreté des abords de l'éolienne et du poste de livraison.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Identification et signalisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'éolienne possède un numéro d'identification sur le mât correspondant à son numéro de série. Il est également indiqué les initiales du parc et le chiffre de la machine.</p> <p>Un panneau de signalisation est installé à l'entrée du chemin menant à la plateforme, à côté du poste de livraison.</p> <p>L'ensemble des informations réglementaires est indiqué sur le panneau.</p> <p><b>L'inspection a indiqué à l'exploitant que ce panneau étant pour l'éolienne et le poste de livraison, il devrait être ajouté que l'interdiction d'entrer est valable également pour le poste de livraison.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Contrôle des accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement</p>

ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté que l'éolienne, le poste de livraison et les armoires de puissance dans l'éolienne étaient correctement fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'intérieur de l'éolienne était propre. Il n'a pas été constaté la présence de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles.  Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un extincteur en pied de mât et dans le poste de livraison. Il s'agit d'extincteur CO2. Ils ont été contrôlés le 16/04/2025.  La date du dernier contrôle n'était pas indiqué sur l'étiquette de contrôle de l'extincteur en pied de mât. L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle correspondant au numéro de série de l'extincteur vu lors de la visite. Le logbook présent dans l'armoire de commandes comprenait également la date et signature de

contrôle de l'organisme habilité.
La nacelle n'a pas été contrôlée lors de cette inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Procédures d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Délai de mise en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li> <li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, un exercice de simulation d'un incendie a été réalisé.  L'objet de l'exercice était la détection visuelle de fumées provenant de l'intérieur du mât (au-dessus de nous) lors du contrôle.  Nous étions 4 personnes dans l'éolienne en pied de mât.  L'exercice a démarré à 11:55.</p> <p>Lors de la détection visuelle de fumée par l'inspectrice, le chargé d'exploitation a procédé immédiatement à l'arrêt de l'éolienne via le bouton d'arrêt d'urgence présent sur l'armoire de commandes (arrêt réalisé réellement).  Une évacuation de l'ensemble des personnes a été réalisée vers le poste de livraison.  Le chargé d'exploitation a ouvert le poste de livraison et a simulé la coupure électrique en local (coupure de l'alimentation électrique entre le poste de livraison et l'éolienne).  Suite à cet arrêt, il a appelé (11:58) le numéro d'astreinte IEL (conduite d'exploitation - numéro indiqué sur le panneau) afin de prévenir de l'incident et déclenché les procédures d'urgence à leur niveau (appel direction...). Il a indiqué qu'il se chargeait de l'appel aux pompiers et de la mise en place d'un périmètre de sécurité et accueil des secours.  Pendant cet appel, le responsable d'exploitation présent a appelé les pompiers (12:00) pour déclarer l'incident, donner les coordonnées du site et les conditions sur site (nombre de personnes, détail de l'incident, mesures mises en œuvre, évacuation....). Il a également précisé que des personnes compétentes étaient présentes pour accueillir les secours.</p> <p>La fin de la mise en œuvre de la procédure d'urgence et de l'exercice a eu lieu à 12:02.</p>

L'exploitant a correctement déployé sa procédure d'urgence en cas d'incendie et dans un temps très court.

A la suite de cet exercice, il a été réalisé un débriefing. **Il a été noté notamment en retour d'expérience :**

- la nécessité de bien déterminer l'ordre de priorité des mesures à déployer. Si la personne est seule, il est préférable d'appeler les secours avant l'astreinte afin de ne pas perdre de temps d'intervention sur site.
- En cas de présence de plusieurs personnes sur site comme pour cet exercice, il est important de se répartir les rôles de façon claire afin de gagner le maximum de temps. Le responsable d'exploitation aurait pu tout de suite appeler les secours pendant l'exécution des coupures par le chargé d'exploitation.
- Concernant l'appel aux secours, il serait intéressant de communiquer la présence ou non de moyens en eau à proximité de manière à ce que les secours prévoient tout de suite les besoins en eau à déployer.
- Enfin, il peut être judicieux de déplacer le point d'évacuation des personnes non habilités (inspectrice lors de l'exercice) en dehors du périmètre du poste de livraison afin de les sécuriser en cas de problème sur cette installation électrique.

**Type de suites proposées :** Sans suite